



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 2 juillet 2025

Le 2 juillet 2025, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 26 juin 2025 et transmise par voie électronique le 26 juin 2025, et sous la présidence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. DUDRET Victor, M. RHAUT Jean-Christophe, M. DAVANTES Jean-Charles, M. MORA Pascal, M. NAHON André, M. CAPERET Alain, M. FAUX Jean-Pierre, M. MORLAS Claude, Mme BELAYGUE Dominique, Mme MARC Elsa, M. DAROQUE Jean-Baptiste, M. LASSALLE Philippe, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, Mme HORROD Vanessa, M. LESCUEDE Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, Mme JOUANINE Marie-Hélène, Mme CORMY Céline.

ABSENTS EXCUSES : Mme MARQUE Christine, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, Mme DAUGAS Sylvie, M. MAZODIER Frédéric, M. MAUBOULES Patrick, M. CARRIQUIRY Gérard (représenté par M. MORLAS Claude, délégué suppléant), M. GAUZERE Guy (représenté par Mme MARC Elsa, déléguée suppléante), M. ROTH Patrick (représenté par M. DAROQUE Jean-Baptiste, délégué suppléant), M. CLAVERIE Didier, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. GERMAIN Eric (représenté par Mme HORROD Vanessa, déléguée suppléante), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUEDE Frédéric), M. BURON Patrick, M. DUMAS François, M. LACRABERE Francis, M. LABAT Léopold, M. RANGOTTE Pierre (représenté par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante).

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. PATRIARCHE Nicolas a donné pouvoir à Mme HORROD Vanessa, M. POURTAU Xavier a donné procuration à M. BERNOS Michel, M. PARIS Gérard a donné pouvoir à M. MALO Serge, M. BERNIARD Claude a donné procuration à M. DUDRET Victor.

Secrétaire de séance : M. MALO Serge

Délibération n° 20-2025 – Nouvelle convention de partenariat entre les collectivités porteuses du Plan d'Actions n°4 et transfert du portage au Syndicat Mixte d'Eau et Assainissement Gave et Baïse

Rapporteur : Monsieur Jean-Christophe RHAUT

Le Rapporteur rappelle au Comité syndical que le SMEP de la région de Jurançon est porteur administratif du Plan d'Actions Territorial n°3 depuis le 1er janvier 2020. Son bilan a été présenté lors du Comité de pilotage du PAT le 1er juillet 2025.

Le PAT n°3 a connu une profonde réorganisation de son fonctionnement en prenant totalement en compte les remarques de l'évaluation du précédent contrat. La gouvernance du projet s'est fortement recentrée sur les collectivités porteuses qui ont assuré un fort portage politique de la démarche de protection des captages via les procédures ZSCE, les acquisitions foncières et la mobilisation des moyens nécessaires au changement de pratiques. Les résultats sur la qualité de l'eau sont très perceptibles avec une amélioration notable sur les paramètres pesticides et un taux de conformité de 100% dans les analyses ARS sur les eaux distribuées.

A l'issue de ce bilan, les collectivités membres du PAT ont décidé de poursuivre le travail compte tenu de la dynamique de territoire déjà engagée et des bons résultats du PAT n°3 en contractant une nouvelle convention de partenariat pour le plan d'action n°4 à compter du 1er janvier 2026 entre les 5 collectivités productrices d'eau potable de la nappe alluviale du Gave de Pau, à savoir :

- Le Syndicat Mixte de l'Eau Potable (SMEP) de la région de Jurançon
- Pyren'eau
- La Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées
- Le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des 3 Cantons
- Le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement Gave et Baïse (SMEAGB).

Cette convention de partenariat, ci-annexée, permet d'établir la gouvernance du futur plan d'actions du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030, les actions d'animation, les moyens humains et matériels affectés ainsi que les participations financières de chaque collectivité fixée à 15 000 € maximum par an.

Ainsi, le portage administratif du nouveau PAT sera transféré du SMEP de la région de Jurançon au SMEAGB, à compter du 1er janvier 2026. Ce portage consiste à accueillir la structure d'animation qui assurera le suivi et la mise en place des actions du PAT, conformément au programme et aux règles de gouvernance proposés lors du Comité de pilotage du 1er juillet 2025.

La conclusion du contrat Re-sources avec les partenaires financiers fera l'objet d'une délibération ultérieure ainsi que le transfert de l'actif du PAT au SMEAGB.

Une trésorerie s'est constituée progressivement à la suite de recettes imprévues budgétairement des trois PAT successifs. Le montant définitif de cette trésorerie sera déterminé lors de l'établissement du compte administratif 2025.

Il est proposé que le SMEP procède au reversement de la trésorerie du PAT n°3 au SMEAGB en deux fois, un premier versement interviendra en janvier 2026 d'un montant de 10 000 € et le solde après clôture définitive de l'exercice 2025 et la perception des subventions attribuées (soldes des écritures en dépenses et en recettes).

Le Comité Syndical, après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications,

- APPROUVE** la convention de partenariat du plan d'actions 2026-2030, ci-annexée, entre les collectivités ci-dessus mentionnées ;
- APPROUVE** le transfert du portage au Syndicat Mixte d'eau et d'assainissement Gave et Baïse à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- AUTORISE** Monsieur le Président à effectuer le reversement de trésorerie du PAT n°3 au Syndicat Mixte d'eau et d'assainissement Gave et Baïse ;
- AUTORISE** Monsieur le Président à signer la nouvelle convention de partenariat du plan d'action ainsi que toutes pièces administratives y afférentes et celles relatives au transfert du PAT n°3.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 22 Pouvoirs : 4 Nombre de votants : 26

Vote – Pour : 26 / Contre : 0 / Abstention : 0

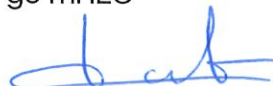
Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS



Syndicat Mixte d'Eau Potable
de la région de Jurançon

Signature du secrétaire de séance :
Serge MALO



Annexe 1 : Projet de convention de partenariat entre les collectivités
porteuses du Plan d'action n°4



**Convention de partenariat entre les
collectivités porteuses du Contrat Re-
Sources**

**« Plan d'actions Territorial du Gave de Pau
2026-2030 »**

Entre les soussignés :

Le Syndicat Mixte d'Eau Potable de la région de Jurançon, dont le siège est situé 33, Avenue Bagnell - 64 110 JURANÇON, représenté par son Président, Monsieur Michel BERNOS, conformément à la délibération du 02 juillet 2025,
Ci après désigné le **SMEPJ**

Le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Trois Cantons, dont le siège est situé 40 rue Marcel Dassault - 64 170 ARTIX, représenté par son Président, Monsieur Phillipe FAURE, conformément à la délibération du XXX,
Ci après désigné le **SMEATC**

Le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement Gave et Baise, dont le siège est situé Salle René Camy - 64 360 TARSACQ, représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre CAZALERE, conformément à la délibération du XXX,
Ci après désigné le **SMEAGB**

Le syndicat Pyren'eau, dont le siège est situé Maison de l'Eau - Route de Morlaàs - 64 160 BUROS représenté par son Président, Monsieur Didier LARRAZABAL, conformément à la délibération du XXX,
Ci après désigné le **Pyren'eau**

La Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées, dont le siège est situé Hôtel de France, Place Royale - 64 000 PAU, représentée par son Président, Monsieur François BAYROU, conformément à la délibération du XXX,
Ci après désigné la **CAPBP**

Le SMEPJ, le SMEATC, le SMEAGB, Pyren'eau et la CAPBP ci-après désignés « les collectivités porteuses ».

PREAMBULE

Dans le département des Pyrénées-Atlantiques, des collectivités ou établissements publics locaux de production d'eau potable (le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement des Trois Cantons (SMEATC), le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement Gave et Baïse (SMEAGB), le Syndicat Mixte d'Eau Potable de la région de Jurançon (SMEPJ), le syndicat Pyren'eau, et la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées (CAPBP) ont constaté la dégradation de la qualité de l'eau de la nappe alluviale du Gave de Pau. Cette dégradation est due aux pollutions diffuses qui découlent en grande partie de l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture.

En 2008, ces collectivités se sont mobilisées, dans le cadre d'une mutualisation, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, pour mettre en place un premier Plan d'Action Territorial (PAT) du Gave de Pau (PATGP) de 5 ans, afin de préserver leurs captages destinés à l'Alimentation en Eau Potable (AEP).

En 2014, un deuxième PATGP est mis en œuvre afin de poursuivre, d'améliorer et d'élargir les actions lancées lors du premier programme d'action. Le captage P1 d'Artix avait été alors classé « captage prioritaire » au titre de la Conférence Environnementale en 2016. Ce PATGP2 a permis de développer l'accompagnement individuel agricole et d'initier une démarche transversale avec les principales organisations professionnelles agricoles, acteurs de l'agriculture biologique, à travers le programme d'action « Valley Bio du Gave ».

Depuis octobre 2014, une analyse fine de la qualité de l'eau brute est opérée grâce au réseau de suivi. Cette action a permis de caractériser la nature des polluants retrouvés dans les eaux issues des différents captages des quatre Territoires d'Actions Prioritaires.

Démarré en 2020, le PATGP3 a connu une profonde réorganisation de son fonctionnement en prenant totalement en compte les remarques de l'évaluation du précédent contrat. La gouvernance du projet s'est fortement recentrée sur les collectivités porteuses qui ont assuré un fort portage politique de la démarche de protection des captages via les procédures ZSCE, les acquisitions foncières et la mobilisation des moyens nécessaires au changement de pratiques des agriculteurs. L'équipe d'animation s'est renforcée et a permis de renforcer les liens avec les agriculteurs et de les engager dans des projets vertueux tout en mobilisant à la fois de l'expertise technique et des soutiens financiers. L'intervention fût fortement priorisée dans les Aires d'Alimentation de Captage (AAC), menée par les agents de la collectivité, limitant ainsi l'effet de dilution des moyens autrefois observé avec une délégation plus importante.

Les résultats sur la qualité de l'eau sont très perceptibles avec une amélioration notable sur les paramètres pesticides et un taux de conformité de 100% dans les analyses ARS sur les eaux distribuées.

Le PATGP3 a également montré la très forte vulnérabilité de la ressource grâce à l'expertise hydrogéologique qui a été apportée dans la délimitation des AAC. Les efforts notables réalisés par le monde agricole pour faire évoluer leurs pratiques sont donc à poursuivre et nécessitent d'être constants sans quoi une dégradation de la ressource pourrait très vite être observée.

L'amélioration des capacités analytiques des laboratoires sur les métabolites de pesticides invite au maintien d'un très haut niveau de vigilance dans la surveillance de la ressource et montre également les risques encourus à long terme sur la ressource par la démultiplication de l'usage des pesticides mais aussi par les autres polluants émergents (PFAS, polluants industriels...).

Fort de ce bilan, chacune des structures du Plan d'actions Territorial du Gave de Pau ont décidé de poursuivre le travail de mutualisation de la gestion et de la préservation de la ressource en eau, compte tenu de la dynamique de territoire déjà engagée du PATGP3, en contractant une nouvelle convention de partenariat pour la période 2026 – 2030, tout en précisant les modalités de son portage. Ce nouveau plan d'action permettra de renforcer les filières en cours de création, de mobiliser de nouvelles modalités d'aides financières (PSE) tout en poursuivant la mobilisation des dispositifs réglementaires déjà engagés (ZSCE).

ARTICLE 1 : Conditions administratives

Dès la mise en place du premier PATGP, il a été décidé qu'à chaque renouvellement du Plan d'action, le portage administratif se ferait par une nouvelle collectivité. Cette collectivité sera chargée d'assurer l'animation et de contractualiser les projets avec les différentes administrations et partenaires concernés.

Lors du Comité de pilotage du **1^{er} juillet 2025**, le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement Gave et Baïse (SMEAGB) a accepté d'être porteur du nouveau Plan d'actions Territorial du Gave de Pau, au nom de l'ensemble des collectivités concernées pour cette nouvelle période 2026-2030.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le SMEAGB, à compter du **1^{er} janvier 2026**. Ce portage consiste à accueillir la structure d'animation qui assurera le suivi et la mise en place des actions liées à la gestion et à la préservation de la ressource en eau, conformément au programme et aux règles de gouvernance proposés lors du Comité de pilotage du 1^{er} juillet 2025.

ARTICLE 2 : Animation

Pour ce nouveau Plan d'action, il conviendra d'asseoir l'animation sur deux agents. Un premier agent dédié à **l'animation territoriale**, chargé de définir, d'animer et de suivre la mise en œuvre du programme d'actions et plus particulièrement de :

- la coordination, le suivi de l'ensemble des actions et l'animation des comités de pilotages,
- la gestion administrative et financière du programme en lien avec la structure d'accueil,
- la sensibilisation et la communication,
- et la maîtrise foncière.

Et un deuxième agent en charge de **l'animation agricole** qui assurera la mise en œuvre et le suivi de l'accompagnement des agriculteurs aux changements de pratiques agricoles. L'agent occupant actuellement le poste d'animateur agricole au sein du PATGP3 au SMEPJ est un agent titulaire occupant le grade de technicien principal de 2^{ème} classe.

Le SMEAGB s'engage à reprendre, à compter du 1^{er} janvier 2026, le personnel affecté à ce plan d'action.

ARTICLE 3 : Conditions Financières

Les cinq collectivités fondatrices ont défini une participation financière maximale de chaque collectivité à hauteur de **15 000€ TTC** pour chaque année, afin d'assurer la mise en œuvre des diverses actions du programme.

Un **acompte de 40%** sera demandé par le SMEAGB à chacune des structures citées ci-dessus, pour cette période **2026-2030**, à verser avant le **15/04** de l'année considérée.

Chaque année un dossier de demande de subventions sera déposé auprès de la cellule **Re-Sources** (Région Nouvelle Aquitaine) et de l'Agence de l'Eau Adour Garonne. Ces demandes de subventions porteront sur les actions communes du nouveau plan d'action telles que l'animation (territoriale et agricole) et le réseau de suivi.

Les actions spécifiques propres à chaque collectivité (ex : études, acquisitions foncières, etc...) feront l'objet d'une autre demande de subvention (toujours auprès de la cellule Re-Sources) réalisée par la collectivité concernée, avec l'appui de l'animateur territorial.

Le solde de la participation financière de chaque collectivité sera demandé, sur présentation du décompte final des dépenses réalisées établi au **31/12** de chaque année, déduction faite des différentes subventions perçues.

Le solde de trésorerie du précédent PATGP3 sera reversé par le SMEPJ au SMEAGB en deux fois :

- un premier versement interviendra en janvier 2026 pour un montant de 10 000 € ;
- un second versement interviendra lors de la clôture définitive de l'exercice 2025 et de la perception du solde des subventions 2025 attribuées.

ARTICLE 4 : Moyens matériels

Le transfert du Plan d'action s'accompagne du transfert des biens mobiliers du PATGP3 du SMEPJ au SMEAGB. Le transfert de l'actif fera l'objet d'une délibération spécifique ultérieure.

La remise des biens mobiliers aura lieu à titre gratuit. Le SMEAGB bénéficiaire assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens transférés, au 1^{er} janvier 2026. Par la suite, le SMEAGB prendra en charge, via la comptabilité analytique du Plan d'action, les dépenses d'entretien courant et les réparations nécessaires à la préservation de ces biens.

L'ensemble des biens concernés ont été achetés par le SMEPJ dans le cadre du budget annexe du PATGP3 de 2020 à 2023, puis une comptabilité analytique au titre du PATGP3.

Descriptif des biens mobiliers à transférer :

- Véhicule Ford Fiesta immatriculée AD-290-CG
- Véhicule Peugeot 208 immatriculée ZT-978-ZC
- Ordinateur portable Terra 1516U i5-1235U
- Ordinateur portable (en cours d'acquisition)
- 2 Smartphones E13 Motorola
- Ecran moniteur Dell P2217-22"

ARTICLE 5 : Durée de la convention

Cette convention prend effet à partir du **1^{er} janvier 2026** (date du début du nouveau contrat Ressources du plan d'actions territorial du Gave de Pau) et deviendra caduque à l'achèvement de ce contrat, le **31 décembre 2030**. Elle pourra être révisée à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des collectivités, après avis favorable de l'ensemble des collectivités.

ARTICLE 6 : Modalités de modification

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention sera définie d'un commun accord entre les parties et fera l'objet d'un avenant à la présente convention de partenariat.

ARTICLE 7 : Compétence juridictionnelle

Les litiges qui pourraient intervenir entre les collectivités seront soumis à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, pour tenter de déboucher sur un accord amiable.

A défaut de règlement à l'amiable et en cas de contentieux sur l'application de ladite convention de partenariat, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Pau.

ARTICLE 8 : Ampliation

Ampliation de convention sera transmise à :

- Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
- Monsieur le Percepteur de chaque structure porteuse
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Adour Garonne
- Monsieur le Président du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine
- Messieurs les Présidents des collectivités porteuses.

Fait à Jurançon, le XX XX 2025

**Pour le SMEAGB
Le Président
Monsieur Jean-Pierre
CAZALERE**

**Pour le SMEPJ
Le Président
Monsieur Michel
BERNOS**

**Pour Pyren'eau
Le Président
Monsieur Didier
LARRAZABAL**

**Pour la CAPBP
Le Président
Monsieur François
BAYROU**

**Pour le SMEATC
Le Président
Monsieur
Philippe FAURE**